
Les Juifs religieux d'Israël et le processus de paix

Martine Timsit

Assassinat d'Itzhak Rabin par un jeune juif prétendant agir "au nom de Dieu"; attentats sanglants perpétrés par des kamikazes islamistes à Jérusalem et Tel Aviv; Shimon Pérès conspiré par une foule en calottes, scandant des slogans favorables à Baruch Goldstein (responsable de la mort de vingt-neuf Palestiniens en prière au caveau des Patriarches à Hébron) et Ygal Amir (le meurtrier d'Itzhak Rabin): c'est bien dans le camp des religieux, juifs ou musulmans, que le processus de paix affronte ses adversaires les plus farouches. Tout en s'affirmant ennemis jurés, les extrémistes religieux des deux bords poursuivent un objectif commun: l'arrêt de négociations pouvant conduire à la division de la Terre Sainte, qui ne pourrait être soit qu'exclusivement musulmane, soit qu'exclusivement juive. Ils agissent ainsi en fonction d'une même logique absolutiste, rendant inacceptable l'idée d'un compromis sur une cause proclamée "sacrée".

En Israël, la radicalisation survenne dans les sphères pratiquantes fut une des retombées de la guerre des Six Jours (5-10 juin 1967). Ce conflit, dont l'issue apparut à de nombreux Israéliens comme "miraculeuse", aboutit à placer sous la domination de l'Etat hébreu des hauts lieux de la mémoire juive. Si, du côté de la majorité travailliste, l'émotion suscitée par les retrouvailles avec les sanctuaires bibliques céda rapidement le pas à une optique pragmatique, défendant l'idée de compromis territoriaux en échange d'une paix durable, les orthodoxes nationalistes s'en tinrent, pour leur part, à une lecture mystique des événements: la "libération" des territoires représentait à leurs yeux une étape capitale sur le chemin de la Rédemption qui, d'après les prédictions

Eté 1996

talmudiques, rétablirait la puissance d'Israël et instaurerait le règne complet de Dieu sur terre. En conséquence, "l'abandon" de la moindre parcelle de Terre Sainte fut considéré par de nombreuses autorités rabbiniques comme une grave atteinte à la volonté divine. Dans une "déclaration au monde" publiée dans la presse israélienne en 1974, le rabbin Zvi Yéhoua Kook (1891-1982), qui fut le principal guide spirituel du mouvement *Goush Emounim*, proclama ainsi: «*Toute cette terre est à nous, elle appartient intégralement à nous tous; elle n'est pas transférable aux autres, même en partie. "Elle est un héritage qui nous fut légué par nos ancêtres", comme le garantissent les paroles de Dieu dont la souveraineté s'étend sur chaque génération*». En 1979, puis de nouveau en 1989, le Grand rabbin Shlomo Goren décréta pareillement que toute concession territoriale était contraire à la *Halakha* (la loi religieuse juive) qui prescrivait le droit inaliénable du peuple juif sur l'intégralité d'*Eretz Israël*¹. Sur la base de cette interprétation, un groupe de quinze rabbins émit récemment une décision enjoignant aux soldats religieux de désobéir aux ordres du gouvernement au cas où ceux-ci entraîneraient le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés ou le démantèlement des colonies.

Suivie par une fraction substantielle de l'orthodoxie juive, cette attitude radicale ne reflète cependant pas la position de l'ensemble de la communauté observante vis-à-vis des pourparlers de paix et du partage territorial qui conditionne leur aboutissement. Présentant une physionomie assez complexe, le monde religieux juif israélien se compose en fait d'une variété de tendances dont il faut préciser les orientations et les divergences idéologiques.

Les partis religieux et le conflit israélo-arabe

La distinction classiquement opérée entre les partis religieux sionistes et non-sionistes puise ses origines dans les réactions contrastées que suscita chez les juifs traditionalistes l'émergence du sionisme dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle. Considérant que le mouvement national juif constituait un acte de rébellion contre Dieu en raison de son inspiration modératiste et laïque, une large majorité d'orthodoxes condamna fermement cette doctrine. Les opposants les plus actifs fondèrent, en 1912, le parti Agoudat Israël ("Union d'Israël") dont la branche ouvrière, le Poaleï Agoudat Israël, naquit en 1922. Une faible minorité de religieux, regroupée au sein du Mizrahi ("Centre spirituel", créé en 1902) et de l'HaPoel HaMizrahi (organisation ouvrière du Mizrahi fondée en 1922), accepta néanmoins de participer à l'entreprise sioniste, en invoquant soit des motifs d'ordre pratique (il fallait mettre fin aux persécutions des juifs), soit des arguments théologiques (l'effort de reconstruction nationale des sionistes représentait une première étape sur la voie de la Rédemption).

La création de l'État d'Israël en 1948 et surtout les bouleversements introduits par la guerre de 1967 engendrèrent des évolutions profondes à

l'intérieur de chacune de ces mouvances. Sous l'impulsion de ses jeunes militants, le courant sioniste-religieux, représenté politiquement par le *Mafdal*², abandonna progressivement son attitude modérée pour endosser des positions maximalistes en matière de politique étrangère. Le bloc "anti-sioniste" connu quant à lui des divisions qui débouchèrent sur l'institution de plusieurs partis ultra-orthodoxes défendant des points de vue variés au sujet de la question territoriale.

Le durcissement du sionisme religieux

La mouvance nationale-religieuse, au sein de laquelle se recrutent les combattants les plus virulents du processus de paix, constitua, jusqu'en 1967, une étonnante force de modération. Même si ses représentants gardaient un souvenir ému du pays des Ancêtres, ils n'oubliaient pas les valeurs, plus capitales à leurs yeux, de la paix et de la sécurité du peuple juif. C'est pourquoi ils approuvèrent le plan de partage de la Palestine élaboré par les Nations Unies en 1947 ou qu'encore ils envisagèrent favorablement l'idée d'un contrôle international sur la ville de Jérusalem. Dans les semaines de tension qui précédèrent le conflit des Six Jours, les membres du *Mafdal* siégeant au gouvernement s'efforcèrent de convaincre les autorités israéliennes que la voie diplomatique devait être préférée à une intervention militaire. Alors que la guerre éclata malgré tout, et que le Premier ministre Lévi Eshkol proposa de profiter de l'offensive jordanienne sur la partie ouest de Jérusalem pour réunifier la cité sainte, le dirigeant du PNR, Moshé Haïm Shapira, l'en dissuada fortement au nom de considérations politiques et morales. Le pragmatisme ainsi affiché par le *Mafdal* sur tous les sujets autres que la stricte religion, explique qu'il se présenta originellement comme une formation du centre avec laquelle les Travailleurs éprouvèrent peu de difficultés à cohabiter.

Le tournant de la guerre de 1967 allait toutefois entraîner une totale modification de l'orientation doctrinale du PNR, ce parti constituant aujourd'hui un fervent défenseur du Grand Israël et l'allié le plus proche des colons juifs. Ce renversement d'attitude fut le résultat de la conquête du parti par la faction des "Jeunes" (*Tzeirim*). Éduqués dans les *yeshivot* (séminaires talmudiques) nationalistes, les militants de la Jeune Garde attribuèrent à la guerre des Six Jours une signification messianique qui justifia leur refus catégorique d'une partition territoriale. Leur principale préoccupation devint de mettre un terme à la collaboration traditionnelle avec les Travailleurs qu'ils disaient prêts à brader les "territoires libérés" contre une paix artificielle. Le programme du *Mafdal* en vue des élections de 1977 indiqua la victoire des *Tzeirim*. Ce texte réclamait en effet l'établissement d'un seul Etat «de la Méditerranée au Jourdain», en vertu du «droit historique et religieux inaliénable du peuple juif à posséder la Terre Promise dans sa totalité». Le Vème Congrès du PNR, qui se réunit en mai 1978, ajouta à ces principes le «rejet de tout programme de paix qui comporterait le retrait quelconque d'une des parties du pays d'Israël historique, terre de nos ancêtres».

Été 1996

En dépit de son acceptation des accords de Camp David qui conditionna son maintien dans la majorité gouvernementale, le *Mafdal* resta depuis lors fidèle à cette ligne politique et devint une composante non équivoque de la droite. Partenaire de tous les gouvernements Likoud entre 1977 et 1992, cette formation se fit le porte-parole des colons juifs auprès des dirigeants, mettant au besoin sa démission dans la balance pour obtenir l'expansion des implantations. Logiquement, le *Mafdal* rejoignit l'opposition à l'issue des élections de 1992. Ayant fait campagne pour une «*souveraineté juive sur toute la Judée, la Samarie, et Gaza*», ses représentants estimèrent impossible de coopérer avec une coalition de gauche qui inscrivit à son programme le gel partiel de la colonisation et l'accélération des pourparlers de paix. L'accord du 13 septembre 1993, posant les jalons de l'autonomie palestinienne et consacrant la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, fut dénoncé comme un accord "suicidaire" et contraire à la Loi juive. Aux côtés du Likoud et des autres organisations de droite, les partisans du *Mafdal* furent de toutes les manifestations exigeant l'arrêt des négociations avec les "terroristes" et la chute du gouvernement "traître". Accusés d'avoir contribué au climat de haine qui précéda l'assassinat d'Ytzhak Rabin, les dirigeants du PNR réagirent en condamnant publiquement le recours à la violence. Sollicités pour participer au gouvernement de Shimon Pérès, ils n'opposèrent pas un refus instantané mais fixèrent des conditions (jugées inacceptables par le *Meretz*, principal partenaire des Travailleurs) qui attestent la persistance de leur hostilité au processus de paix. Outre l'annexion irrévocable de Jérusalem Est, ils demandaient en effet l'organisation d'un référendum sur tout nouvel accord conclu avec les Palestiniens ou la Syrie et, surtout, l'institution d'un Comité chargé d'assurer la sécurité des colons et de prendre des mesures pour le développement des implantations.

Si de telles positions rendent inévitable la conclusion d'une alliance entre le PNR et le Likoud lors des prochaines élections, la seule possibilité, pour les Travailleurs, d'acquiescer le soutien des sionistes religieux passe par le parti *Meimad*, dont le dirigeant, le rabbin Yéhouda Amital, a été nommé ministre sans portefeuille par Shimon Pérès. Fondée en 1988 par des religieux modérés, cette organisation considère qu'en dépit de l'importance centrale de la Terre d'Israël pour le peuple juif, «*le bien du peuple d'Israël et de l'Etat d'Israël ont la priorité sur notre contrôle de la totalité d'Eretz Israël*»³. Autrement dit, au cas où il s'agirait de choisir entre un Etat juif s'étendant sur toute la terre biblique mais menacé dans sa sécurité, ou un territoire à la superficie réduite mais garantissant aux Israéliens leur intégrité physique et morale, les sympathisants de *Meimad* entendent défendre la seconde option. Ayant annoncé la participation de son parti aux élections législatives du 29 mai 1996⁴, le rabbin Amital fonde ses espoirs sur un "repentir" du public religieux après la mort tragique d'Ytzhak Rabin. Ce sursaut de la conscience juive demeurant cependant très hypothétique, il pourra être difficile à *Meimad* de rassembler les 40 000 voix nécessaires à l'obtention d'un siège. Il faut signaler en outre, que tout en appuyant les négociations de paix, cette formation est opposée à un retour aux frontières de 1948. Son programme prévoit en effet l'annexion des territoires cisjordanais

où se trouve concentré l'essentiel des implantations israéliennes.

Tandis que la force électorale de la mouvance nationale-religieuse a subi un net recul depuis 1981⁵, les partis historiquement anti-sionistes ont vu leur influence s'accroître sous l'effet d'une implication grandissante des *haredim*⁶ dans la vie politique du pays. Comptant dix représentants dans l'actuelle Assemblée, les formations ultra-orthodoxes ont en commun une approche éminemment conservatrice du judaïsme. Sur le thème de la paix, elles nourrissent en revanche des visions différentes.

Les divisions de l'ultra-orthodoxie

L'existence de trois partis ultra-orthodoxes fut la conséquence des scissions qui affectèrent l'Agoudat Israël dans les années quatre-vingt. En 1984, les *haredim* d'origine orientale provoquèrent une première crise en quittant l'Agouda pour instituer leur organisation propre: le parti *Shass* — acronyme pour "Gardiens sépharades de la Tora" —, ayant pour guide politique et spirituel le rabbin Ovadia Yossef. Rempportant quatre sièges aux élections de 1984, le Shass consolida sa représentation en 1988 et conserva ses six mandats en 1992. La seconde scission, remontant à 1988 et occasionnée par le départ des adversaires des *hassidim*, donna naissance au *Deguel HaTora* (signifiant "Drapeau de la Tora").

Estimant que leur mission devait se limiter à satisfaire les besoins de la population observante, les députés ultra-orthodoxes négligèrent pendant longtemps les questions de politique étrangère. Leur intégration aux coalitions gouvernementales les obligea néanmoins à abandonner cette confortable attitude de neutralité et à connaître, à leur tour, la division entre "colombes" et "fançons"⁷.

Du côté des défenseurs d'une solution de compromis au conflit israélo-arabe figure le parti Deguel HaTora, guidé par son mentor: le rabbin Menahem Schach. A maintes reprises, ce dernier exhorta les dirigeants israéliens à n'entreprendre aucune action susceptible d'aggraver les tensions ou de mettre fin à l'espérance de paix. A ses yeux, la paix et la sécurité du peuple juif représentent des valeurs plus précieuses que l'intégrité de la Terre d'Israël; c'est pourquoi il désapprouva le programme de colonisation intensive mis en œuvre par les gouvernements de droite et se prononça tôt en faveur d'un dialogue avec l'OLP. Les *haredim* orientaux comptent aussi parmi les partisans d'une politique de conciliation. A plusieurs occasions, le rabbin Ovadia Yossef affirma que la *Halakha* n'interdit pas de restituer les territoires occupés, mais ordonne au contraire de les rendre dans le but d'éviter une guerre et de préserver le caractère sacré de la vie humaine. En vertu de cette conviction, il appuya systématiquement les plans de paix des gouvernants israéliens et accorda son parrainage à un groupe de rabbins s'étant fixé pour objectif de promouvoir la dynamique de paix impulsée par les accords d'Oslo.

S'écartant de la vision modérée de leur maître, les députés du Shass ont parfois soutenu des initiatives provenant du camp nationaliste, telle la proposition de loi (déposée le 24 novembre 1988) qui visa à accorder l'amnistie à des colons juifs impliqués dans des attentats terroristes. Rejoignant l'opposition à la suite de l'inculpation judiciaire d'un des leurs (l'ancien ministre Arié Déri), ils furent de même conduits à s'abstenir lors du vote au Parlement marquant approbation de la "Déclaration de principes" signée avec l'OLP. Au cours du débat, ils formulèrent clairement leur refus d'un Etat palestinien et exigèrent une protection renforcée pour les colonies juives⁸. Ces comportements contradictoires ont souvent été animés par le souci de contenter l'électorat sépharade présumé proche du Likoud. Ils sont aussi le reflet des divisions qui travaillent la direction du Shass: si les voix modérées semblent toujours en position de force, une faction dissidente, emmenée par le propre fils d'Ovadia Yossef (Jacob Yossef), tente en effet d'obtenir un durcissement de l'orientation idéologique du parti.

C'est toutefois au sein de la mouvance agoudaïste que se manifeste le plus clairement une tendance vers la radicalisation politique de l'ultra-orthodoxie. Tant que le rabbin Schach siégea au "Conseil des grands de la Tora" de l'Agouda, ce parti eut une attitude plutôt tempérée en matière de politique extérieure qui l'incita, par exemple, à s'abstenir sur la loi d'annexion du Golan (1981). La démission de Menahem Schach en 1983, puis le détachement des partis Shass et Deguel HaTora, laissèrent l'Agoudat Israël sous l'entière domination des courants hassidiques qui sont eux reudus à la cause du Grand Israël. Le mouvement Chabad (regroupant les *hassidim* de Loubavitch), dont les 40 000 adeptes vivant en Israël assurèrent le succès électoral de l'Agouda en 1988, défend la position la plus intransigeante en refusant catégoriquement toute concession territoriale. Le rabbin Schneerson, qui même après sa mort demeure le chef vénéré des *hassidim* de Loubavitch, formula en effet une interdiction rigoureuse à ce sujet, car il considérait comme une grave infraction à la Loi divine le fait de céder aux Arabes ne serait-ce qu'un pouce de la Terre Sainte. Dans ce milieu en pleine effervescence messianique, le retrait progressif des territoires occupés est vécu comme une insigne catastrophe. Aussi ne doit-on plus s'étonner de voir défiler côte à côte, sous une même bannière proclamant qu'« Israël est en danger », ultra-nationalistes religieux et hommes en noir du mouvement Chabad qui conjuguent leurs forces pour mener la vie dure au processus de paix. Bien qu'ils affichent une position plus souple, les *hassidim* de Gour, qui forment la faction dominante au sein de l'Agouda, sont également partisans d'une souveraineté juive sur l'intégralité de la Terre d'Israël. C'est à l'instigation d'un de leurs leaders que naquit, en 1983, la colonie Emmauelle où vivent 4 000 *haredim*⁹. Leur réaction en cas d'un retrait des territoires consécutif à un traité de paix demeure imprévisible, car elle dépendra des directives fournies par leurs rabbins: *« Si nos rabbins nous disent de partir calmement — indique un porte-parole —, le gouvernement ne trouvera pas une ville en Judée et en Samarie plus facile à évacuer. Mais si on nous disait de rester, nous serons plus militants que n'importe qui. Nous mourrons pour*

Emmanuelle.»¹⁰

Quelles conclusions tirer de l'analyse précédente du point de vue du positionnement politique des partis *haredi*? Le fait que certains d'entre eux se rallient à la cause de la paix signifie-t-il qu'il faille les ranger dans le camp de la gauche? Cette corrélation est en réalité peu pertinente, dans la mesure où les conceptions des partis ultra-orthodoxes en matière de politique étrangère déterminent faiblement leurs stratégies d'alliance. À l'inverse des sionistes-religieux qui accordent la priorité à la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Grand Israël, les ultra-orthodoxes placent au premier rang de leurs préoccupations le renforcement de la législation religieuse. Dans tous les cas, on comprend que les partis religieux se joindront plus facilement à un gouvernement Likoud: le PNR parce qu'il affiche la même intransigeance sur la question territoriale; les ultras de la Tora parce qu'ils pensent obtenir davantage de concessions de la part de la droite dans les domaines qui les intéressent vraiment.

Bénéficiant d'une influence non négligeable sur le plan institutionnel en raison de la position charnière des formations qui les représentent¹¹, les religieux sont surtout présents sur le terrain. En 1974, un groupe de disciples du rabbin Zvi Yéhouda Kook créa le *Goush Emounim* ("Bloc des Fidèles"), un mouvement d'inspiration messianique qui joua un rôle décisif dans la colonisation des territoires conquis en 1967.

Le Goush Emounim: fer de lance de la colonisation et de l'obstruction à la paix

Constituant au départ une faction à l'intérieur du Mafdal, le Goush Emounim entreprit rapidement de se transformer en un mouvement indépendant dédié à la colonisation. Les accomplissements de ce groupe hautement motivé ont été considérables. Entre 1974 et 1977, ses membres surent habilement profiter de l'indécision et des divisions des Travailleurs qui n'opposèrent qu'une résistance molle à la stratégie d'implantation "sauvage" mise au point par les tacticiens du Bloc des Fidèles. C'est toutefois sous l'ère du Likoud que cette organisation opéra des avancées spectaculaires dans la réalisation de ses objectifs, grâce à la complicité des autorités et à l'efficacité d'*Amana*, le département d'implantation du Goush. Au moment où la droite quittait le pouvoir à la suite de sa défaite électorale du 23 juin 1992, 115 000 citoyens israéliens, répartis en 142 colonies, habitaient dans les territoires¹². Sur ce total, 53 communautés, abritant 25 000 Juifs, dépendaient d'*Amana*.

Contrairement aux nombreux Israéliens qui ont franchi la "ligne verte" pour des raisons essentiellement économiques, dans le but d'acquérir des logements à bas prix, les militants du Goush agissent par idéologie. Animés par la certitude que la réunification de la Terre Sainte est une condition indispensable à l'avènement de la Rédemption, ils ont choisi de s'installer dans les territoires pour signifier à l'adversaire arabe qu'*Eretz*

Été 1996

*Israël n'est pas négociable et ne pourra être qu'éternellement juive. La profondeur de cette conviction explique le désarroi et la hargne des colons religieux face aux événements actuels. Même si pour l'instant les accords conclus entre Israël et les Palestiniens ont seulement pour objet d'organiser l'autonomie des régions occupées, les colons n'ont aucun doute sur le résultat final de ces pourparlers: «L'intention du gouvernement — affirmait ainsi un communiqué du Conseil des implantations juives — est d'éliminer, à travers une tactique prolongée de mensonges et de déceptions, la totalité des implantations juives. Cette situation menace l'existence de l'Etat d'Israël et chaque Juif est par conséquent obligé de la combattre de toutes ses forces»*¹³.

L'unanimité qui s'opère lorsqu'il s'agit de fustiger verbalement le processus en cours cède toutefois la place aux dissensions quand les adeptes du Grand Israël tentent de définir la meilleure réaction à adopter. Une faction minoritaire, représentée par des rabbins relativement modérés comme Yoël Ben-Nun et Schlomo Riskin, plaide pour l'instauration d'un dialogue avec le pouvoir travailliste. Dans l'esprit des défenseurs de cette démarche, seule une attitude conciliante de la part des colons leur permettra d'influencer efficacement les négociations qui devront déterminer le statut définitif des territoires. Estimant que des concessions territoriales seront alors inévitables, ils préfèrent qu'il vaut mieux accepter cette réalité douloureuse tout en agissant pour faire en sorte que ces concessions soient les plus réduites possibles, plutôt que d'entamer un combat héroïque qui aura de fortes chances de se solder par un échec.

La tendance majoritaire désapprouve ce point de vue et persévère dans un véhément refus des compromis territoriaux; son problème devient dès lors de savoir comment stopper le processus en marche et faire échec au gouvernement "traître". Cette préoccupation engendre un nouveau clivage où se rangent, d'un côté, les adversaires de la riposte armée, de l'autre, les zéloteurs de la violence. Les premiers seront de toutes les manifestations organisées par le camp de la droite pour dénoncer la politique "criminelle" des dirigeants "anti-sionistes" de l'Etat juif; ils demeureront dans les implantations jusqu'au dernier moment, sans tenir compte de l'hostilité qui les entourent; ils recourront au besoin à la désobéissance civile, en refusant d'exécuter les ordres qui contredisent leurs convictions; ils continueront enfin à ériger des colonies illégales pour manifester leur attachement indéfectible à *Eretz Israël*. Conjointement cependant, ils reculeront sans doute devant la perspective d'une guerre civile; parfois même ils affirment qu'ils se plieront à la volonté de la majorité, quelle qu'en soit l'orientation, mais ils assortissent immédiatement cet engagement de deux conditions, dont la seconde a peu de chances d'être acceptée: ils réclament d'abord que les citoyens soient invités à se prononcer par référendum (ce qui fit l'objet d'une proposition récente de la part de Shimon Pérès); ils énoncent ensuite que la majorité dont on parle devra être une "majorité juive", ce qui impliquerait d'écartier de la consultation les Arabes israéliens qui disposent pourtant le droit de vote.

Cette position, que tente de faire prévaloir la direction officielle du mouvement des colons, subit la contestation de la fraction la plus radicale

de la mouvance nationaliste religieuse qui préconise ouvertement le recours au meurtre politique comme ultime moyen pour faire sombrer le processus de paix. Composée des héritiers de Meïr Kahane¹⁴ et des divers groupuscules qui s'instituèrent après la dislocation du parti *Kach*, cette fraction envisage sérieusement le déclenchement d'un conflit fratricide dès la restitution d'une parcelle quelconque des territoires par le gouvernement d'Israël. Chez ceux-là, la vénération idolâtre de la Terre a définitivement supplanté toute autre valeur juive.

En Israël, tout comme dans les pays d'Islam, l'alliage du politique et du religieux a produit des résultats explosifs et inquiétants, non seulement du point de vue des chances de réussite du processus de paix au Proche-Orient, mais aussi quant à l'avenir de ces sociétés tiraillées entre l'obscurantisme et l'aspiration à la modernité. Le dialogue doit-il s'effriter avec les forces intégristes? Cette question, qui préoccupe légitimement les dirigeants des Etats minés par la contestation religieuse, ne peut vraisemblablement recevoir que des réponses circonstanciées. Dans ce débat, il nous semble cependant important de ne pas perdre de vue l'antagonisme fondamental entre le mode de pensée religieux et l'esprit politique, lequel engendre de sérieux doutes sur la possibilité de parvenir à un compromis entre ces deux logiques contradictoires.

Gershon Weiler, dans un brillant essai sur la tradition juive et le politique, met en lumière cette opposition, en écrivant notamment: «*Le concept même de "solution correcte" essentiel à la pensée halakhique, n'a guère de place dans la pensée politique, qui a pour objet de trouver de nouveaux ajustements à des situations qui changent du fait des autres. La politique ne peut être conduite en fonction de ce qui est permis, obligé ou interdit [...]. L'autorité halakhique peut imposer des règles, et c'est ce qu'elle a fait, qu'il est interdit de transgresser, même au prix de sa vie. Il est tout simplement absurde de penser qu'il vaut mieux que l'Etat se suicide plutôt que de faire le nécessaire pour qu'il survive.*»¹⁵

Martine Timsit

¹ Expression hébraïque désignant la Terre d'Israël dans ses frontières bibliques.

² "Parti national religieux" (PNR), né du regroupement du Mizrahi et de l'HaPoel HaMizrahi en 1956.

³ Extrait de la plate-forme politique de Meimad, publiée dans le *Jerusalem Post* (édition internationale) du 6-12 mars 1994.

⁴ S'étant présenté pour la première fois aux élections de 1988, Meimad n'obtint aucune représentation parlementaire. En raison de ses maigres performances, il renonça à participer à la dernière consultation électorale du 23 juin 1992.

⁵ Lors des élections de 1981, le Parti National Religieux perdit la moitié de ses mandats, passant de douze à six élus. Dans la présente législature, le PNR dispose toujours de ces

six sièges sur 120.

- ⁶ Signifiant littéralement les "Craignant Dieu", le terme *haredim* désigne les juifs de stricte observance qui forment la clientèle électorale des formations ultra-orthodoxes.
- ⁷ Dans le vocabulaire politique israélien les termes de "colombes" et "faucons" servent à distinguer les partisans d'une solution modérée au conflit israélo-palestinien et les opposants résolus aux concessions territoriales.
- ⁸ Cf. *The Jerusalem Post International Edition*, 17-23 octobre 1993.
- ⁹ Depuis lors, deux nouvelles implantations ultra-orthodoxes ont été édifiées: Bétar Illit et Kiryat Sefer.
- ¹⁰ *The Jerusalem Report*, 24 février 1994, vol. 4, n° 21, p.18.
- ¹¹ Aucun parti de gouvernement (Travaillistes ou Likoud) ne parvenant à obtenir la majorité absolue des sièges, en raison de la représentation proportionnelle choisie pour l'élection de la Knesset, les petites formations religieuses, qui ne représentent que 10 à 15 % du corps électoral, acquièrent un grand pouvoir en devenant les partenaires incontournables des coalitions gouvernementales.
- ¹² Cf. l'étude très complète d'Esther Goldberg, *Jewish Settlement in the West Bank and Gaza Strip. Profile: 1992*, Tel Aviv, The International Center for Peace in the Middle East, janvier 1993.
- ¹³ *The Jerusalem Report*, 30 décembre 1993, vol. 4, n° 17, p. 11.
- ¹⁴ Assassiné à New York le 5 novembre 1990, le rabbin Meïr Kahane fut connu pour ses théories ouvertement racistes et pour sa solution sommaire au problème palestinien: l'expulsion de tous les Arabes d'Israël et des territoires occupés.
- ¹⁵ G. Weiler, *La Tentation Théocratique. Israël, la Loi, et le Politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

